

Collection
« *Expériences philosophiques* »

dirigée par Denis Guénoun
avec la collaboration de Nicolas Doutey

J. BUTLER, M. DEGUY, T. DOMMANGE, D. GUÉNOUN,
S. KAY, B. STIEGLER, M. VITALI ROSATI
Pourquoi des théories ?

F.-D. SEBBAH
Lévinas et le contemporain

ERNESTO LACLAU
CHANTAL MOUFFE

Hégémonie et stratégie socialiste

Vers une politique démocratique radicale

Préface
Étienne Balibar

Traduit de l'anglais
par
JULIEN ABRIEL

LES SOLITAIRES INTEMPESTIFS

Préface
à l'édition française

UN FEU D'ARTIFICE
DU STRUCTURALISME EN POLITIQUE

Il y a quelque chose d'étrange à voir paraître aujourd'hui, à l'initiative de Denis Guénoun et de son courageux éditeur, une traduction française du livre de Laclau et Mouffe, plus de vingt ans après sa première édition anglaise et bien longtemps après ses rééditions et traductions en diverses langues. Peut-être est-ce un signe des temps : le besoin se fait sentir d'une relecture des textes du dernier quart du xx^e siècle qui ont représenté des tournants épistémologiques et ont noué ensemble le discours de la politique militante et celui de l'avancée des sciences humaines, et l'achèvement d'un cycle historique permet de mieux identifier ceux qui comportent une originalité et une fécondité suffisantes pour survivre à la stricte conjoncture de leur rédaction. *Hégémonie et Stratégie socialiste* (publié en 1985) est manifestement du nombre.

Dès lors, tout en se félicitant sans réserve de la traduction enfin proposée, dont on examinera avec intérêt les répercussions dans le travail des étudiants et des chercheurs (même si beaucoup l'avaient déjà pratiqué dans sa langue d'origine), voire même dans le débat des tendances politiques françaises en pleine recherche de leur langage et de

Titre original

Hegemony and Socialist Strategy
Towards a Radical Democratic Politics

First published in 2001 by Verso
© 2001, Chantal Mouffe and Ernesto Laclau

© 2009, LES SOLITAIRES INTEMPESTIFS, ÉDITIONS

1, rue Gay-Lussac – 25000 BESANÇON
Tél. : 33 [0]3 81 81 00 22 – Fax : 33 [0]3 81 83 32 15

www.solitairesintempestifs.com

ISBN 978-2-84681-245-0

leurs objectifs, il vaut la peine de s'interroger encore un instant sur ce décalage, d'autant plus étonnant à première vue que le matériau historique analysé et les ressources théoriques mises en œuvre par Laclau et Mouffe empruntent généreusement aux problématiques de la « théorie » à la française, et lui apportent en retour des avancées indéniables.

Une première raison, très générale, mais ici particulièrement évidente, réside sans doute dans ce qu'Althusser (pensant en particulier à la lenteur et même à la réticence qui caractérisaient chez nous la réception de Gramsci) appelait le « provincialisme » français. Celui-ci ne cesse d'être reconduit, s'alimentant à la certitude de nos intellectuels, tout juste interrompue par quelques modes, d'habiter la terre de l'universel par droit de naissance. Et il n'épargne personne : le signataire de ces lignes, longtemps directeur d'une collection de philosophie politique chez un grand éditeur universitaire, peut bien en faire ici l'aveu embarrassé.

Mais sans doute y a-t-il aussi des raisons de conjoncture plus précises. On en aura une idée en se reportant d'emblée à la partie conclusive du livre (« Hégémonie et démocratie radicale ») où se trouve finalement indiqué son enjeu pratique : construire les bases d'une réponse politique, conceptuellement fondée, à l'avancée apparemment irrésistible des politiques conservatrices, dites « néo-libérales », dont le symbole était alors représenté par l'emprise de Reagan et de Thatcher, et combattre l'influence mondiale de leur offensive contre les politiques sociales et les programmes de développement d'inspiration socialiste ou social-démocrate. Sans oublier, dans les pays du Tiers Monde et notamment dans cette Amérique latine dont Laclau et Mouffe sont des connaisseurs approfondis, la version militarisée de ce même néo-libéralisme. Or le fait est qu'au même moment la France, qui venait d'élire

François Mitterrand à la Présidence sur les décombres du « Programme Commun de la Gauche », mais en mobilisant bien des énergies issues de mai-juin 68, semblait s'orienter dans une tout autre direction¹. Je dis semblait, car sur le plan social après le « tournant » de 83, et beaucoup plus tôt sur le plan culturel, cette originalité s'avérait plus incantatoire que substantielle. On pourrait donc suggérer que la réception manquée de nos auteurs doit être mise au compte des victimes de « l'exception française » – une exception dont il est clair en tout cas qu'elle n'existe plus aujourd'hui. Ou qu'elle devra se reconstituer sur de tout autres bases, puisant à la source de tous les débats où qu'ils se situent, qui doublent aujourd'hui la mondialisation d'une élaboration ou d'un projet alternatifs.

Tout ceci ne suffit évidemment pas à garantir que la récupération d'analyses datant d'il y a vingt-cinq ans présente aujourd'hui un intérêt vérifiable. L'histoire, comme on dit familièrement, « ne repasse pas les plats »... Je crois pourtant que, au-delà du simple plaisir et de la stimulation intellectuelle procurés par l'élégance des constructions qu'ils proposent, on peut prendre ce pari d'actualité pour *Hégémonie et Stratégie socialiste*. Ici encore c'est dans la conclusion de l'ouvrage qu'il faut aller en chercher la raison. Laclau et Mouffe tentent de donner corps à l'idée d'une politique d'émancipation « pluraliste » fondée sur l'articulation *égalitaire* d'une série de mouvements sociaux potentiellement *universalistes*, mais dont chacun repose sur des expériences et crée ses « identités » collectives propres, invente son propre langage pour « interpréter le monde » et fixe ses propres objectifs pour le « transformer » : le « vieux »

1. Étienne Balibar, « Après l'autre Mai », dans Christine Buci-Glucksmann (dir.), *La Gauche, le Pouvoir, le Socialisme. Hommage à Nicos Poulantzas*, Paris, PUF, 1983, p. 99-119.

mouvement ouvrier bien sûr, dont les luttes contre l'exploitation ne sont nullement périmées, même si elles doivent s'adapter à des conditions nouvelles, mais aussi le féminisme, le mouvement écologiste, les revendications culturelles des « minorités » opprimées. Ils n'ont été sans doute ni les premiers ni les seuls à le faire, mais ils sont peut-être les seuls à avoir conçu avec autant de lucidité que cette articulation requiert une transformation du concept même de la politique, et une critique radicale des représentations de son « sujet », pour arriver à le soustraire à la fois à l'abstraction de l'individualisme libéral et de la politique des « droits de l'homme », et à l'essentialisme sociologique faisant d'un groupe social déterminé, supposé préexistant et objectivement constitué, la « force révolutionnaire » de l'histoire ou « l'avant-garde » de son mouvement.

D'où la question cruciale dont ils se consacrent à formuler les termes et à justifier le primat : celle des « équivalences » entre formations discursives ou entre « universalités » politiques (on dirait aussi dans une autre terminologie celle des régimes de *traductions* entre différents « jeux de langage » sociopolitiques ²) dont dépend à la fois la possibilité de leur convergence historique et, pour chacune d'elles, le développement de son caractère « démocratique » en quelque sorte généré par la multiplicité et la réciprocité des mouvements auxquels il s'articule. Ces équivalences stratégiques ne peuvent en effet provenir de la désignation d'un « adversaire commun » (par exemple le « capitalisme » ou le « libéralisme », comme ont trop tendance à le croire beaucoup de nos contemporains engagés

2. Chantal Mouffe a donné ultérieurement une exposition très claire de l'intérêt que peut revêtir la référence au « second Wittgenstein » en politique dans une perspective « non relativiste » : « Wittgenstein, political theory and democracy », dans *The Democratic Paradox*, London, Verso, 2000, p. 60-79.

dans la politique « alternative »), puisque le nom même de celui-ci est le résultat d'une construction discursive (on dirait dans une autre terminologie : d'une construction idéologique, mais dans tous les cas il s'agit d'imaginaire). Or une telle construction est nécessairement intérieure à *l'une* des formations historiques, ou à *l'un* des mouvements dont l'universalité, paradoxalement, doit se combiner avec d'autres sans pour autant se « relativiser ». Les paradoxes de l'échange des rôles entre le particulier et l'universel en politique sont au centre du travail philosophique de Laclau et Mouffe dans leur livre de 1985, comme ils le sont restés dans leurs interventions plus récentes ³.

À partir de là on peut se retourner vers ce qui en constitue à proprement parler la singularité, et la force épistémologique, à savoir la combinaison d'une minutieuse *déconstruction historique* des contradictions de la tradition socialiste (en particulier marxiste) aux prises dès le début avec la nécessité de définir *une politique révolutionnaire dans les conditions concrètes que son schéma de philosophie de l'histoire excluait* ou minimisait (l'hétérogénéité de la classe ouvrière, la multiplicité même des forces sociales dont la constitution en un seul « bloc historique » conditionne la possibilité d'une conquête et d'un exercice du pouvoir), et d'une savante *construction* « *structuraliste* » de l'unité « hégémonique », qui résulte de la façon dont (bien que de manière toujours partielle, contingente ou révoicable, et donc inévitablement ambivalente) *plusieurs discours sur-déterminent les mêmes significations politiques* (ce qui s'applique avant tout, je pense, à l'idée même de « démocratie »).

3. Voir en particulier les contributions d'Ernesto Laclau au volume de J. Butler, E. Laclau et S. Žižek, *Contingency, Hegemony, Universality. Contemporary Dialogues on the Left*, London, Verso, 2000.

Je n'entrerai pas dans le détail de ces deux mouvements corrélatifs et de leur enchaînement, à la fois parce que ce serait déflorer ce que le lecteur va bientôt découvrir par lui-même, et parce que chacun des deux points, dans le détail de l'argumentation, appellerait de très longues discussions (elles ont eu lieu, bien entendu, au long des années, dans la réception internationale de l'ouvrage). Je ferai cependant deux observations, en quelque sorte par anticipation, dont je laisse au lecteur le soin de vérifier le bien-fondé chemin faisant.

En ce qui concerne la déconstruction du discours socialiste, dont le détail fourmille d'observations subtiles et de lectures décapantes par rapport aux classifications et aux idées reçues (je pense en particulier à tout ce qui concerne l'importance de l'œuvre de Bernstein et à la nécessité de ne pas confondre théoriquement sa thèse du primat du « mouvement » sur le « but final » avec un réformisme ou un gradualisme), il est clair qu'elle porte pour une bonne part le poids de la décision qui amène les auteurs à continuer à désigner comme « socialiste » la politique qu'ils veulent contribuer à refonder, même s'ils préfèrent l'expression de « démocratie radicale ». Je pense que cela veut dire que leur conviction du caractère « contingent » des évolutions historiques, y compris dans le domaine des idées, témoignant au fond de leur nature intrinsèquement politique, ne signifie pas pour autant qu'elles soient *réversibles*, ou qu'on puisse les annuler. Il s'agit donc de montrer que les débats stratégiques du socialisme classique des II^e et III^e Internationales (y compris dans le léninisme) sont hantés par un « problème démocratique » irréductible, auquel ont été apportées des solutions toujours inadéquates, mais aussi que la forme dans laquelle nous-mêmes héritons aujourd'hui des termes de la question démocratique (ou mieux, de la « démocratie radicale », c'est-à-dire du projet de *démocratisation de la*

démocratie qui doit permettre d'en sauvegarder les acquis *en les étendant*, face à des tendances autoritaires ou technocratiques) est irréversiblement *marquée* par la construction du discours socialiste en tant que discours d'émancipation. C'est pourquoi nous ne pouvons et ne pourrons, de long-temps, faire l'économie d'une appropriation critique de ce discours et de son histoire (et de son pluralisme intrinsèque), auquel ce livre apporte une brillante contribution.

En ce qui concerne la construction formelle des caractéristiques de l'hégémonie, objet central et « marque de fabrique » de la théorie politique de Laclau/Mouffe, j'insisterai sur l'importance de *la critique qu'elle développe par rapport à la notion de « société »* ou (si l'on passe de Durkheim à Marx) de « formation sociale », de façon à se démarquer de tout organicisme sans pour autant revenir le moins du monde à un individualisme méthodologique (au contraire : les auteurs font très clairement valoir que l'individu, comme sujet psychologique aussi bien que politique, « citoyen » porteur et revendicateur de droits, est *construit* dans le cours des actions auxquelles il prend part). C'est pourquoi je n'hésite pas à parler ici de structuralisme. Car le structuralisme est l'autre du fonctionnalisme, dans lequel chaque partie ou « élément » sert immédiatement à la reproduction du tout et se voit assigner une place définie en conséquence.

Bien entendu, comme il en a été dans toute l'histoire du mouvement structuraliste moderne, au sein et hors de son champ linguistique d'origine, le motif prétendument « post-structuraliste » de l'incomplétude ou de l'incertitude constitutive du système est lui-même d'emblée inhérent à la description des effets de structure⁴. La construction de

4. Je renvoie sur ce point à mon étude : « Le structuralisme : une destitution du sujet ? », *Revue de Métaphysique et de Morale*, Paris, PUF, n° 1, janvier 2005, n° spécial « Repenser les structures ».

Laclau et Mouffe doit sur ce point autant au modèle de la « case vide » et du « signifiant flottant » tel que proposé par Lévi-Strauss (*Introduction à l'œuvre de Mauss*, 1950) qu'aux notions de paradigme et de syntagme, ou de métaphore et de métonymie, qu'ils empruntent à la tradition saussurienne (prolongée par Benveniste et Jakobson). Mais surtout, en opposant au schème de l'absolutisation et de la simplification des différences celui de la démarcation ou « frontière » mobile, contestée et contestable, propre aux constructions « hégémoniques » complexes ou différenciées, ils proposent une autre formulation plus développée de la même polarité, et la mettent en relation avec une série d'exemples historiques dont ils cherchent à « idéaliser » la logique : depuis les millénarismes apocalyptiques médiévaux jusqu'aux mouvements nationalistes contemporains. Ils offrent ainsi la possibilité de fusionner le structuralisme avec une théorie (formelle) de la formation et du déplacement des antagonismes, qu'on peut considérer comme la réponse « politique » à la question de « l'effet de société » posée par Althusser au terme de son interprétation du *Capital*. Rarement nommé, mais omniprésent en filigrane, Althusser est en fait (plus encore que de Poulantzas, qui avait fait usage d'une terminologie très voisine sur certains points⁵) le grand adversaire dont *Hégémonie et Stratégie socialiste* entend se démarquer – d'autant plus que, à l'évidence, ses auteurs lui doivent beaucoup.

Pour finir, je soulèverai une question d'interprétation textuelle qui nous ramène à des débats d'une grande actualité. Elle concerne l'interprétation de Gramsci et le rapport entre la notion d'« hégémonie » proposée ici et celle que Gramsci, dans les *Cahiers de prison*, s'efforçait de cons-

5. É. Balibar, « Communisme et citoyenneté. Réflexions sur la politique d'émancipation à partir de Nicos Poulantzas », *Actuel Marx*, Paris, PUF, n° 40, 2006.

truire aux fins de fonder l'articulation du projet de révolution prolétarienne avec la construction d'un État national dans l'Italie de la période fasciste. Dans la préface qu'ils ont rédigée pour la réédition de leur livre en 2001, Laclau et Mouffe sont allés jusqu'à suggérer que le rapport au concept gramscien avait été de leur part l'objet d'un quiproquo dont il leur avait fallu, finalement, se débarrasser, pour libérer les potentialités d'analyse du politique contenues dans leur première élaboration : autrement dit reconnaître le caractère « agonistique » ou essentiellement conflictuel du pluralisme des discours et des forces inhérents à la démocratie effective (ou « non exclusive »), ainsi que « l'arbitraire symbolique » des constructions antagonistes du « peuple » qui opposent entre elles, à l'âge démocratique, différentes représentations ou « chaînes d'équivalences » permettant d'articuler une pluralité de « revendications » ou de « demandes » dont la satisfaction suppose une transformation du système politique (ou simplement du pouvoir)⁶. Il serait à la fois artificiel et peu élégant de prétendre plaider aujourd'hui contre les auteurs au nom de leurs positions passées, même si la publication retardée de l'ouvrage dans notre langue offre à cet égard une occasion en or. En revanche on peut essayer de souligner ce qui fait le très grand intérêt d'une réflexion contradictoire et d'une discussion approfondie sur ce point. Laclau et Mouffe déclarent que ce qui bride la conception gramscienne de l'hégémonie (ou l'empêche de devenir une théorie pure de l'articulation

6. Voir le dernier ouvrage d'Ernesto Laclau, heureusement traduit presque immédiatement en français cette fois-ci : *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 2008 ; il serait souhaitable que paraissent également des traductions des deux ouvrages récents de Chantal Mouffe : *The Democratic Paradox* (London, Verso, 2000) et *On the Political* (London, Routledge, 2005) ; en attendant on se reportera en particulier à l'entretien avec Chantal Mouffe, « Pour une démocratie radicale et plurielle », publié dans le n° 29, « Populisme ? » de la revue *Krisis*, février 2008.

des différences et de la construction des équivalences entre langages-mouvements politiques hétérogènes), c'est un *essentialisme* invétéré lié à l'assignation *par avance* de la fonction hégémonique à la classe ouvrière, en tant que classe des producteurs, définie et isolée par l'économie, et détentrice en quelque sorte par nature de l'équivalent politique général. Dans cette critique se joue donc l'enjeu fondamental (idéologiquement, moralement, et peut-être théoriquement) du passage d'un « néo-marxisme » (ou d'une refonte du marxisme – ce que veut opérer Gramsci, comme plus tard le voudront Althusser et d'autres), à un « post-marxisme » (ou l'accent doit être mis alternativement sur « post » et sur « marxisme », pour marquer à la fois l'effet de libération de la pensée et l'héritage critique). Il apparaît vite que le poids essentiel de cette discussion porte sur l'usage de la catégorie sociologique d'*intérêt* (non seulement de classe, mais plus généralement de groupe) : c'est dès l'évocation d'un intérêt, dont un groupe pourrait « prendre conscience » à partir d'une situation spécifique, que Laclau et Mouffe soupçonnent le retour de l'essentialisme, par opposition à l'idée d'identités collectives construites dans l'élément du discours, en fonction de l'articulation « contingente » des différences sous un certain nom ou signifiant symbolique. Et il n'y a pas de doute que Gramsci raisonne bien, dans son analyse de la « question méridionale » comme dans sa propre schématisation des degrés successifs du développement des « rapports de forces » passant du corporatisme économique au conflit politique, en fonction d'intérêts. Mais ces intérêts matériels sont eux-mêmes définis d'une façon complexe, comme le résultat d'une histoire dans laquelle les institutions culturelles jouent un rôle aussi décisif que les conditions économiques. Ils sont donc construits pratiquement et non pas simplement reçus d'une « base » transcendante, quasi-naturelle.

C'est précisément cet aspect de la pensée de Gramsci qui a fait son importance, dans la période récente, pour une autre variété de théorie post-marxiste, allant des « cultural studies » aux « subaltern studies », s'intéressant en particulier au blocage et aux modalités de reconstitution du politique dans les sociétés coloniales et post-coloniales⁷. Au lieu de prendre pour objet, de façon structurale, des « formations discursives », cet autre héritage de Gramsci s'intéresse aux « actes de parole » dans des conditions culturelles données, qui les rendent possibles ou impossibles, ou plus généralement leur assignent une position dominante ou dominée par rapport à d'autres (ce qui est aussi une variété d'agonisme). Implicitement, une certaine anthropologie politique contemporaine nous suggère ainsi de relire Gramsci au moment où la théorie politique n'en a plus guère l'usage. Cette opposition qui pourrait être stérile peut aussi servir à relancer de façon ouverte le débat sur la méthodologie du changement démocratique dans le monde actuel essentiellement *pluriel*, sinon « pluraliste ». Et c'est bien pour cela qu'il faut, je le redis avec conviction, saisir l'occasion d'une lecture différée pour investir les textes importants de notre passé récent, tel que *Hégémonie et Stratégie socialiste*, d'une nouvelle puissance d'interpellation, en les faisant dialoguer avec d'autres.

ÉTIENNE BALIBAR

7. Voir le recueil de textes de Stuart Hall récemment (et encore une fois tardivement) traduits en français : *Identités et Cultures. Politiques des Cultural Studies*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007. Et, pour les « subaltern studies » (entre autres) : Partha Chatterjee, *The Politics of the Governed. Reflections on Popular Politics in Most of the World*, New York, Columbia University Press, 2004. On lira avec intérêt – en attendant, espérons-le, leur traduction française – les analyses de Giacomo Marramao, *Passaggio a Occidente. Filosofia e globalizzazione*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003.